



Réchauffement climatique et échauffement social

Quels sont les cinq problèmes environnementaux les plus graves ? A cette question, Stephen Schneider, spécialiste du réchauffement climatique, répond : « l'ignorance, l'avidité, la mauvaise foi, le tribalisme et la vue à court terme ». Jean Peyrelevade (ancien président du Stern, Suez et le Crédit Lyonnais) dénonce, quant à lui, le capitalisme moderne. Selon lui « le capitalisme total » ne reconnaît plus qu'un seul pouvoir : celui des actionnaires. C'est ce capitalisme qui accélère l'épuisement des richesses naturelles. Cet ancien homme d'affaire ne croit plus à l'autorégulation du système, ni à l'efficacité d'une fiscalité incitative. Il faut se débarrasser du CO2 comme on se débarrasse du tabac : par la manière forte.

Il y a un parallèle intéressant à faire entre le dérèglement climatique et le malaise actuel face à la globalisation de l'économie. En effet cette globalisation a changé notre écosystème socio-économique. Du point de vue économique, le moteur du changement est le fractionnement et la localisation de la chaîne de valeur dans un autre pays, généralement à plus bas salaire. Résister à un salaire chinois de 1 euro pour 25 euros chez nous n'est pas confortable. Bien sûr la globalisation n'est pas chose nouvelle. Mais elle se caractérise aujourd'hui par deux traits distincts fondamentaux.

Primo, avec près de 40 % de la population mondiale qui décide subitement de participer à l'économie de marché, c'est un nouvel écosystème qui a été créé et nous n'avons d'autres choix que d'observer cette nouvelle dynamique et nous y adapter au mieux, plutôt que de nous poser en victime. C'est une question de développement économique soutenable. Cette globalisation opère une véritable redistribution mondiale du travail. Les effets pour les pays de l'OCDE sont à la fois directs, sur les salaires et l'emploi ; et indirects, sur le pouvoir de négociation des travailleurs . Et ce dernier effet pourrait bien être le plus important pour expliquer l'évolution inégale de la rémunération du travail et du capital.

Secundo, alors que la mondialisation continue à progresser, des gains énormes liés à la nouvelle division mondiale du travail sont générés alors que les inégalités s'accroissent. Dans tous les pays de l'OCDE, les salaires au bas de l'échelle décrochent, ceux de la classe moyenne stagne. La rhétorique selon laquelle la marée montante emporte avec elle tous les bateaux, même petits, a perdu beaucoup de sa force. Aujourd'hui il semble que seuls les gros bateaux profitent de la marée montante. Le plus surprenant c'est que cet avertissement vient de Ben Bernanke président de la Réserve fédérale (chargée de la politique monétaire des Etats-Unis). Dans un discours assez inhabituel à Omaha début février, Bernanke fait remarquer que le boom économique du dernier quart de siècle a augmenté les salaires (ajustés pour l'inflation) de plus de 34% pour les 10% les mieux payés, mais seulement de 11.5% pour la classe moyenne, et à peine de 4% pour les 10% les moins bien payés. Cet avertissement a été relayé par Larry Summers (ancien ministre des finances de Clinton et président de Harvard) qui ajoute que le grand problème vient de l'émergence irréversible d'un biais de qualification dans notre système économique global. La productivité des travailleurs mieux formés et plus compétents techniquement a explosé.



Nous assistons à l'émergence d'une nouvelle lutte des classes entre les qualifiés, pour qui la mondialisation offre de nouvelles possibilités, et les travailleurs les plus vulnérables et les moins qualifiés. Face à cette situation, que faut-il faire et que faisons-nous?

En conséquence ils sont plus sollicités- et donc mieux payés- que ceux dépourvus d'une telle formation et compétence, dont la productivité a augmenté beaucoup moins. Nous assistons donc à l'émergence d'une nouvelle lutte des classes entre les qualifiés, pour qui la mondialisation offre de nouvelles possibilités, et les travailleurs les plus vulnérables et les moins qualifiés de certains secteurs et de certaines régions de l'Union européenne. Face à cette situation, on risque bien d'assister à un échauffement social aux conséquences peut-être plus immédiates que notre réchauffement climatique. Entre les experts qui savent mais sont impuissants et les politiques qui disent comprendre mais font si peu ; il y a de quoi être inquiet. Que doivent faire les gouvernements ? Larry Summers recommande d'abord de résister à la tentation du replis sur soi et du protectionnisme qui détruit des emplois au motif d'en protéger. Il propose ensuite une intervention publique axée sur quatre points: (1) appliquer une taxation progressive des revenus en luttant contre l'évasion et les paradis fiscaux ; (2) combiner flexibilité et sécurité sur le marché du travail en découplant protection sociale et emploi ; (3) engager un effort massif de formation dont la qualité doit être

améliorée ; et (4) définir une politique industrielle active pour consolider les emplois de demain dans les régions. Il est clair que l'Union européenne en général et la Belgique en particulier sont très en retard sur chacun de ces points. Au moment où je termine la rédaction de cet article, notre gouvernement fédéral s'intéresse plutôt au divorce « sans faute » (et cela au lendemain de la Saint-Valentin !). Pour ce qui est de l'Union européenne, elle vient de mettre en place le « Fonds européen d'ajustement à la mondialisation » (FEM) qui doit apporter une aide personnalisée aux travailleurs ayant été victimes d'une délocalisation. L'initiative est louable mais pour déclencher l'intervention du fonds il faudra un minimum de 1000 licenciements et prouver qu'ils résultent bien d'une restructuration. Le budget disponible est aussi très faible puisqu'il ne représente que 0,04 % (500 millions d'euros) du budget total européen qui lui ne représente que 1% du revenu national brut de l'UE à 25. Entre temps j'ai bien peur que la pression sur nos salaires et emplois continue à s'accroître et le climat social à s'échauffer.

Jean Hindriks

Senior Fellow Itinera Institute
Professeur d'Economie, UCL



Het Itinera Institute is een onafhankelijke denktank en doetank die, boven partijgrenzen, regionale verschillen en belangengroepen heen, wegen wil aanreiken voor beleidshervormingen met het oog op duurzame economische groei en sociale bescherming in België en zijn regio's.

Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org

L'Institut Itinera est un think-tank et do-tank indépendant qui, au-dessus et au-delà des partis politiques, des différences régionales et des groupes d'intérêt, veut identifier les chemins de réformes qui garantissent une croissance économique et une protection sociale durables en Belgique et dans ses régions.

Verantwoordelijke uitgever – Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur.

Disclaimer: The views presented in this Nota are those of the author(s) and do not necessarily represent those of the Itinera Institute. Nota describe research in progress by the author(s) and are published to elicit comments and to further debate.